

- a) 50 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 1 à 100 animaux;
- b) 51 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 101 à 200 animaux;
- c) 54 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 201 à 300 animaux;
- d) 83 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 301 à 400 animaux;
- e) 116 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 401 animaux ou plus;

7° pour les élevages de chevaux:

- a) 50 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 1 à 10 animaux;
- b) 328 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 11 à 20 animaux;
- c) 437 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 21 à 50 animaux;
- d) 651 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 51 à 100 animaux;
- e) 869 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 101 à 150 animaux;
- f) 1088 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 150 à 200 animaux;
- g) 1306 euros pour les élevages ayant une densité moyenne de 201 animaux ou plus.

§ 3 La contribution pour les couvoirs comprend d'une part un forfait par collecte de 30 euros et d'autre part un forfait par poids collecté de 84,27 euros/tonne.

Les montants fixés par le présent arrêté sont hors TVA.

La densité moyenne est déterminée sur la base de la densité moyenne du bétail telle qu'elle figure dans la déclaration de l'année 2018, conformément à l'article 23, § 1, 1°, a) du décret du 22 décembre 2006 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Il se pourrait que le même élevage doive payer la somme des forfaits pour plusieurs espèces animales, excepté s'il s'agit des différents espèces animales dans la classe inférieure, dans ce cas un unique abonnement suffit.

Art. 2. En cas de reprise d'un élevage, le nouveau propriétaire doit payer les frais d'abonnement sur la base de la déclaration à la 'Mestbank' de cette entreprise faite par son ancien propriétaire.

Art. 3. Les producteurs de déchets animaux qui ne figurent pas à l'article 5, § 1, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 juin 2013 concernant les sous-produits animaux et les produits dérivés, et qui ne font pas l'objet de tarifs d'abonnement, doivent conclure eux-mêmes un contrat financier avec un transformateur agréé.

Art. 4. Ne pas payer la facture de l'abonnement dans les 8 semaines après facturation par le collecteur agréé, est considéré comme renoncer à l'abonnement envers le présentateur de l'abonnement.

Dans ce cas, la collecte et la transformation seront effectuées automatiquement par le collecteur agréé à un prix par prestation. Le tarif maximal prescrit dans l'agrément du collecteur peut alors être appliqué.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1 janvier 2020, et est valable jusqu'au 31 décembre 2020.

Bruxelles, 13 mai 2020.

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,
Z. DEMIR

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/20993]

30 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2019 portant exécution du décret du 11 octobre 2018 relatif à l'implémentation de dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé dans l'enseignement fondamental et secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, tel que modifié par le décret-programme du 18 décembre 2019 portant diverses mesures relatives aux bâtiments scolaires, aux fonds budgétaires, à la santé, à l'enseignement supérieur, à la recherche, au sport, aux hôpitaux universitaires, au personnel de l'enseignement, à l'enseignement et à WBE, articles 4bis, §§ 5 et 6, et 6bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2019 portant exécution du décret du 11 octobre 2018 relatif à l'implémentation de dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé dans l'enseignement fondamental et secondaire;

Vu le « test genre » du 10 janvier 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 février 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 février 2020;

Vu le protocole de négociation avec le comité de négociation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés, conclu en date du 5 mars 2020;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 5 mars 2020 ;

Vu l'avis n°67.115/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 avril 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est inséré un article 5bis dans le Chapitre 1^{er}, intitulé « *Implémentation de dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé dans l'enseignement fondamental* », de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 janvier 2019 portant exécution du décret du 11 octobre 2018 relatif à l'implémentation de dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé dans l'enseignement fondamental et secondaire, rédigé comme suit :

« *Art. 5bis. Pour pouvoir bénéficier du dispositif visé à l'article 4bis, § 6bis, du décret du 14 mars 1995, un appel à candidatures est lancé entre le 20 avril 2020 et le 30 avril 2020 au plus tard au moyen d'une circulaire ou de tout autre moyen adéquat afin d'assurer une publicité à tout pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement maternel, primaire ou fondamental organisé ou subventionné par la Communauté française.*

Les établissements ayant bénéficié des périodes attribuées sur base de l'article 4bis, § 6, alinéa 1^{er}, du décret du 14 mars 1995 précité, ne peuvent participer à l'appel à projet visé à l'alinéa 1^{er}.

Les 1000 périodes visées à l'article 4bis, § 6bis, alinéa 1^{er}, du décret du 14 mars 1995 sont octroyées aux établissements candidats. Les modalités d'attribution de ces périodes sont celles précisées dans l'article 5, alinéa 2, compte tenu toutefois que pour le comptage des élèves, la date de référence est le 15 janvier 2020.

Les 500 périodes visées à l'article 4bis, § 6bis, alinéa 3, du décret du 14 mars 1995 précité sont octroyées aux établissements concernés à raison de 1 période par tranche de 20 élèves régulièrement inscrits au 30 septembre 2019 pour le niveau maternel et au 15 janvier 2020 pour le niveau primaire. ».

Art. 2. Dans l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit :

« *§ 2bis. La Cellule de support transmet au Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses compétences un rapport d'évaluation de l'expérience pilote visée à l'article 4bis, § 6bis, alinéa 4, du décret du 14 mars 1995.*

La date de transmission du rapport d'évaluation est fixée le 1^{er} juin 2021.

Le rapport d'évaluation contient a minima un avis global et argumenté sur l'intérêt de l'expérience pilote et de cette approche « suivi de terrain ». Les rapports des chercheurs seront annexés. »;

2^o au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « *intermédiaire et un rapport d'évaluation* » sont insérés entre les termes « *un rapport d'évaluation* » et « *finale de l'expérience pilote* »;

3^o au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit;

« *Les dates de transmission des rapports d'évaluation intermédiaire et finale sont fixées respectivement le 30 octobre 2020 et le 31 août 2021. »;*

4^o au § 3, alinéa 3, les termes « *Le rapport d'évaluation finale contient* » sont remplacés par les termes « *Les rapports d'évaluation intermédiaire et finale contiennent* ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. La Ministre de l'Education est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 avril 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/20993]

30 APRIL 2020. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2019 tot uitvoering van het decreet van 11 oktober 2018 betreffende de verwezenlijking van stelsels voor de differentiatie en de persoonlijke begeleiding in het basis- en secundair onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 18 december 2019 houdende diverse maatregelen met betrekking tot Schoolgebouwen, Begrotingsfondsen, Gezondheid, Hoger Onderwijs, Onderzoek, Sport, Universitaire Ziekenhuizen, Onderwijs-personeel, Onderwijs en WBE, de artikelen 4bis, §§ 5 en 6, en 6bis;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2019 tot uitvoering van het decreet van 11 oktober 2018 betreffende de verwezenlijking van stelsels voor de differentiatie en de persoonlijke begeleiding in het basis- en secundair onderwijs;

Gelet op de « gendertest » van 10 januari 2020 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 februari 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 20 februari 2020;

Gelet op het onderhandelingsprotocol met het onderhandelingscomité van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra van het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, afgesloten op 5 maart 2020;

Gelet op het syndicale onderhandelingsprotocol van het onderhandelingscomité van sector IX, van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 houdende uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, afgesloten op 5 maart 2020 ;

Gelet op het advies nr. 67.115/2 van de Raad van State, gegeven op 14 april 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een artikel 5bis ingevoegd in Hoofdstuk I « *Implementatie van differentiatie- en gepersonaliseerde ondersteuningsstelsels in het basisonderwijs* », van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2019 tot uitvoering van het decreet van 11 oktober 2018 betreffende de verwezenlijking van stelsels voor de differentiatie en de persoonlijke begeleiding in het basis- en secundair onderwijs, opgesteld als volgt :

« *Art. 5bis.* Om in aanmerking te komen voor het stelsel bedoeld in artikel 4bis, § 6bis, van het decreet van 14 maart 1995 wordt tussen 20 april 2020 en 30 april 2020 een oproep tot kandidaatstelling gedaan door middel van een omzendbrief of elk ander passend middel om bekendheid te geven aan elke inrichtende macht van een instelling voor kleuter-, lager- of basisonderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Inrichtingen die in aanmerking zijn gekomen voor de lestijden toegekend op grond van artikel 4bis, § 6, eerste lid, van voornoemd decreet van 14 maart 1995, kunnen niet deelnemen aan de oproep tot projecten bedoeld in het eerste lid.

De 1000 lestijden bedoeld in artikel 4bis, § 6bis, eerste lid, van het decreet van 14 maart 1995 worden toegekend aan de kandidaat-inrichtingen. De nadere regels voor de toewijzing van deze lestijden worden gespecificeerd in artikel 5, tweede lid, rekening houdend met het feit dat voor de telling van de leerlingen de referentiedatum 15 januari 2020 is.

De 500 lestijden bedoeld in artikel 4bis, § 6bis, derde lid, van voornoemd decreet van 14 maart 1995 worden aan de betrokken scholen toegekend naar rata van 1 lestijd per schijf van 20 regelmatig ingeschreven leerlingen op 30 september 2019 voor het kleuteronderwijs en op 15 januari 2020 voor het lager onderwijs. ».

Art. 2. In artikel 14 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een § 2bis ingevoegd, opgesteld als volgt :

« *§ 2bis.* De steuncel stuurt aan de minister bevoegd voor het onderwijs een evaluatieverslag over het proefexperiment bedoeld in artikel 4bis, § 6bis, vierde lid, van het decreet van 14 maart 1995.

De datum van verzending van het evaluatieverslag is vastgesteld op 1 juni 2021.

Het evaluatieverslag bevat ten minste een globaal en met redenen omkleed advies over het belang van het proefexperiment en deze aanpak van "field monitoring". De verslagen van de onderzoekers zullen als bijlage worden toegevoegd. »;

2° in § 3, eerste lid, worden de woorden « *tussentijds evaluatieverslag en een* » ingevoegd tussen de woorden « *een* » en « *eindevaluatieverslag over het proefexperiment* »;

3° in § 3, wordt het tweede lid vervangen door een lid opgesteld als;

« *De data van verzending van het tussentijds evaluatieverslag en het eindevaluatieverslag worden respectievelijk vastgesteld op 30 oktober 2020 en 31 augustus 2021. »;*

4° au § 3, derde lid, worden de woorden « *Het eindevaluatieverslag bevat* » vervangen door de woorden « *Het tussentijds evaluatieverslag en het eindevaluatieverslag bevatten* ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister van Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 april 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/20989]

14 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 11
relatif au soutien du secteur de l'Enseignement supérieur dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19

Rapport au Gouvernement

Le présent arrêté de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française est adopté dans le contexte de la pandémie mondiale du COVID-19. Il est en effet impératif de prendre en urgence les dispositions nécessaires pour renforcer au moyen de montants complémentaires les moyens des Conseils sociaux des établissements d'enseignement supérieur, considérant que la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 a entraîné des difficultés économiques majeures dans le chef des étudiants telles que la perte d'un job d'étudiant ou le chômage temporaire des parents, ou a engendré pour eux des dépenses supplémentaires imprévues.

Une réserve exceptionnelle d'un montant de 2.285.000 euros est constituée au sein du Fonds d'urgence et de soutien et affectée aux besoins urgents de certains étudiants durant la période de confinement, étudiants qui se retrouveraient de ce fait dans une situation précaire.